



Arrêté ministériel

Ministerieel besluit

000-2006/7912-mxen

Arrêté ministériel déterminant le modèle de formulaire à utiliser dans le cadre du contrôle des dépenses électorales engagées par les partis politiques pour l'élection des conseils communaux.

LE MINISTRE-PRESIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGE DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA RENOVATION URBAINE, DU LOGEMENT, DE LA PROPRETE PUBLIQUE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1, VIII, 4°, remplacé par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et modifié par la loi spéciale du 25 avril 2004 ;

Vu la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de district et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, notamment l'article 8, modifié par les lois du 19 mars 1999 et 12 août 2000 et l'arrêté royal du 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5, u);

Vu le protocole d'accord du 20 juillet 2006 entre les Chambres législatives fédérales et les parlements des Régions concernant l'application des réglementations en matière de contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de district ainsi que pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale du 8 octobre 2006;

Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van het te gebruiken formulier in het kader van de controle van de verkiezingsuitgaven van de politieke partijen voor de verkiezing van de gemeenteraden.

DE MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STADSVERNIEUWING, HUISVESTING, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 4°, vervangen bij de wet van 13 juli 2001 en gewijzigd door de bijzondere wet van 25 april 2004;

Gelet op de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wetten van 19 maart 1999 en 12 augustus 2000 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, inzonderheid op artikel 5, u);

Gelet op het protocolakkoord van 20 juli 2006 tussen de federale Wetgevende Kamers en de parlementen van de Gewesten betreffende de toepassing van de regelingen inzake de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincie, gemeente- en districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn op 8 oktober 2006.

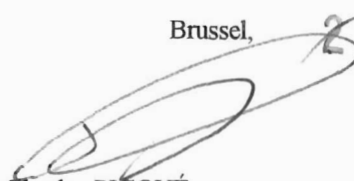
ARRETE

BESLUIT:

Article Unique. Le formulaire à utiliser par les partis politiques, relativement aux dépenses électorales consenties en vue des élections pour le renouvellement des conseils communaux dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, figure à l'annexe du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 09 06
Le Ministre,

Enige artikel. Het door de politieke partijen te gebruiken formulier betreffende de gedane verkiezingsuitgaven met het oog op de verkiezingen voor de vernieuwing van de gemeenteraden in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, stemt overeen met de bij dit besluit bijgevoegde bijlage.

Brussel, 22 09 06
De Minister,

Charles PICQUÉ



FORMULAIRE D2: déclaration des montants engagés par les partis politiques conformément à l'article 8 de la loi du 7 juillet 1994¹

ELECTIONS COMMUNALES - REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Limitation et contrôle des dépenses électorales.

Déclaration des dépenses électorales consenties par les partis politiques en vue du renouvellement des conseils provinciaux et communaux ainsi que de l'élection directe des conseils de district et des conseils de l'aide sociale (à faire parvenir dans les trente jours des élections, conjointement avec la déclaration de l'origine des fonds relatifs à ces dépenses, au président du tribunal de première instance dans le ressort duquel le siège national du parti est établi).

Date des élections :

Dénomination, sigle protégé avec numéro d'ordre commun du parti politique:.....

Adresse du siège national du parti politique :

Nombre de listes présentées avec le numéro commun et le sigle protégé

en Région wallonne :

en Région de Bruxelles-Capitale :

en Région flamande:

Le montant maximum autorisé

en Région wallonne :

en Région de Bruxelles-Capitale:

en Région flamande:

(indiquer les montants en euros en chiffres et en lettres)

Le(s) soussigné(s), dûment mandaté(s) par le parti politique mentionné ci-dessus, déclare(nt) les dépenses électorales ci-après consenties lors des élections pour le renouvellement des conseils provinciaux et communaux et lors de l'élection directe des conseils de district et des conseils de l'aide sociale:

¹ Loi du 7 Juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale

Rubrique 1. Dépenses électorales consenties pour l'ensemble des élections(*).

a)

b)

c)

d)

Rubrique 2. Dépenses électorales consenties exclusivement pour les élections provinciales(*).

a)

b)

c)

d)

Rubrique 3. Dépenses électorales consenties exclusivement pour les élections communales et, le cas échéant, pour l'élection directe des conseils de district et des conseils de l'aide sociale(*).

a)

b)

c)

d)

Rubrique 4. Dépenses électorales consenties au profit d'un ou de plusieurs candidats déterminés(*).

a)

b)

c)

d)

Montant total des dépenses reprises aux rubriques 1 à 4 :

Sous-total en Région wallonne:

Sous-total en Région de Bruxelles-Capitale:.....

Sous-total en Région flamande:.....

Total :

(indiquer les montants en euros en chiffres et en lettres)

Notes

(*) Chacune des rubriques 1 à 4 ci-dessus comprend les quatre sous-rubriques ci-après:

a) Dépenses et engagements financiers afférents à des prestations de services ou à des fournitures en vue de la communication de messages verbaux, écrits, sonores et visuels.

Indiquer par type de message le moyen de communication utilisé (radio, télévision, presse écrite – Préciser le journal ou le périodique, la date, la nature et le coût de la publication - , tracts, affiches, panneaux de moins de 4m² ...), la date de la communication et le montant de la dépense en distinguant, si c'est possible, le coût des fournitures et celui des prestations de services elles-mêmes utilisées pour la communication.

Exemples : tracts : - coût de la fourniture;

- coût de l'expédition

par exemple par la Poste.

Télévision : - coût de la production;

- coût de la communication.

b) Dépenses relatives à des prestations de services rémunérées non reprises au a).

Indiquer par prestation de services, le prestataire et le montant de la prestation.

c) Dépenses relatives à l'acquisition ou à la location de biens ou de fournitures non visées au a).

Indiquer par objet, l'identité des biens ou fournitures et le montant de l'acquisition ou de la location.

Si la distinction entre la prestation de services et la fourniture n'est pas possible, le montant global est repris au b).

d) Autres dépenses non visées aux *litteras* a) à c).

Par exemple, les dépenses effectuées par une tierce personne au profit du parti.

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) que les dépenses mentionnées ci-dessus constituent la totalité des dépenses et engagements financiers consentis par le parti lors des élections du

Fait à le

Nom(s), Prénom(s) et Signature(s)

N.B. – L'attention est attirée sur les dispositions légales et décrétales définissant la notion de parti politique et les dépenses qui sont à considérer ou non comme des dépenses de propagande électorale.

- Les dépenses s'entendent T.V.A. incluse.


- En cas de prestation en nature, celle-ci doit être évaluée au prix du marché.

- Les montants qui doivent obligatoirement être déclarés concernent les dépenses et engagements consentis durant les trois mois précédant les élections.

- Le formulaire D3 doit être joint dûment complété et signé.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du

Le Ministre-Président,



Cl. PICQUÉ



FORMULIER D2: aangifte van de door de politieke partijen aangewende bedragen overeenkomstig artikel 8 van de wet van 7 juli 1994¹

GEMEENTERAADSVERKIEZINGEN – BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Beperking en controle van de verkiezingsuitgaven.

Aangifte van de door de **politieke partijen** gedane verkiezingsuitgaven met het oog op de vernieuwing van de provincieraden en de gemeenteraden, alsook van de rechtstreekse verkiezing van de districtsraden en van de raden voor maatschappelijk welzijn (*binnen dertig dagen na de verkiezingen, samen met de aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen in verband met deze uitgaven, te bezorgen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg in wiens rechtsgebied de nationale zetel van de partij is gevestigd*).

Datum van de verkiezingen :

Naam, beschermd letterwoord met gemeenschappelijk volgnummer van de politieke partij :
.....

Adres van de nationale zetel van de politieke partij :

Aantal voorgedragen lijsten met het gemeenschappelijk nummer en beschermd letterwoord in

het Vlaams Gewest :

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

het Waals Gewest :

Het toegelaten maximumbedrag in

het Vlaams Gewest :

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

het Waals Gewest :

(de bedragen in euro in cijfers en letters vermelden)

De ondergetekende(n), behoorlijk gemachtigd door de hierboven genoemde politieke partij, doet (doen) aangifte van de hierna gedane verkiezingsuitgaven bij de verkiezingen voor de vernieuwing van de provincieraden en gemeenteraden en bij de rechtstreekse verkiezing van de districtsraden en van de raden voor maatschappelijk welzijn :

¹ Wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn.

Rubriek 1. Voor alle verkiezingen gedane verkiezingsuitgaven(*)

- a)
- b)
- c)
- d)

Rubriek 2. Uitsluitend voor de provincieraadsverkiezingen gedane verkiezingsuitgaven(*)

- a)
- b)
- c)
- d)

Rubriek 3. Uitsluitend voor de gemeenteraadsverkiezingen en, in voorkomend geval, voor de rechtstreekse verkiezing van de districtsraden en van de raden voor maatschappelijk welzijn gedane verkiezingsuitgaven(*)

- a)
- b)
- c)
- d)

Rubriek 4. Ten voordele van een of meerdere bepaalde kandidaten gedane verkiezingsuitgaven(*)

- a)
- b)
- c)
- d)

Totaal bedrag van de uitgaven vermeld in de rubrieken 1 tot 4 :

Subtotaal in Vlaams Gewest :

Subtotaal in Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Subtotaal in Waals Gewest :

Totaal :

(bedrag in euro in cijfers en letters vermelden)

Nota's

(*) Elk van de bovenstaande rubrieken 1 tot 4 bevat de vier hiernavermelde subrubrieken :

a) Uitgaven en financiële verbintenissen betreffende de dienstprestaties of de leveringen met het oog op de mededeling van mondelinge, schriftelijke, auditieve en visuele boodschappen.

Per soort van boodschap het gebruikte communicatiemiddel (radio, televisie, schrijvende pers – Duid aan welke krant of tijdschrift, de datum, de aard en de kostprijs van de publicatie, pamfletten, reclameborden van minder van 4 m²...), de datum van de mededeling en het bedrag van de uitgaven, waarbij, indien mogelijk, een onderscheid gemaakt wordt tussen de kostprijs van de leveringen en de kostprijs van de dienstprestaties zelf die werden gebruikt voor de mededeling.

Voorbeelden : pamfletten : - kosten van de levering ;
- kosten voor de verzending
bijvoorbeeld met De Post.

Televisie : - productiekosten ;
- kosten van de mededeling.

b) Uitgaven betreffende de niet onder a) vermelde bezoldigde dienstprestaties.

Per dienstprestatie, de prestatieverlener en het bedrag van de prestatie vermelden.

c) Uitgaven betreffende het aankopen of huren van niet onder a) vermelde goederen of leveringen.

Per voorwerp, de identiteit van de goederen of leveringen en het bedrag van de aankoop of de huurprijs vermelden.

Indien geen onderscheid kan worden gemaakt tussen de dienstprestatie en de levering, wordt het globale bedrag onder b) vermeld.

d) Andere niet onder a), b) of c) vermelde uitgaven.

Bijvoorbeeld, de uitgaven die werden gedaan door een derde persoon ten bate van de partij.

De ondergetekende(n) verklaart (verklaren) dat de hierboven vermelde uitgaven van de totale som vormen van de door de partij gedane uitgaven en financiële verbintenissen bij de verkiezingen van

Gedaan te, op

Naam, Voornamen (Naam, Voornamen) en Handtekening(en)

N.B. - De aandacht wordt gevestigd op de wettelijke en decretale bepalingen om het begrip politieke partij te definiëren en wat betreft de uitgaven die wel en niet als uitgaven voor verkiezingspropaganda worden beschouwd.

-De uitgaven worden B.T.W. inbegrepen bedoeld.

-In geval van een prestatie in natura, moet die tegen de marktprijs worden verrekend.

-De bedragen, waarvan de aangifte verplicht is, betreffen de uitgaven en verbintenissen die gedaan zijn tijdens de drie maanden voorafgaand aan de verkiezingen.

- Formulier D3 moet volledig ingevuld en ondertekend worden bijgevoegd.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van

De Minister-President,



Ch. PICQUÉ